

L'Elysée tente d'amadouer les remuants députés PS

Face à un groupe socialiste plus libre que par le passé, François Hollande affiche désormais une gestion coulante

Laisser les coudées franches ou resserrer les boulons ? Après la publication, dans *Le Monde*, d'une tribune signée par 75 députés PS appelant à l'application rapide du droit de vote des étrangers aux élections locales, l'exécutif, confronté à la question du mode de gestion de sa majorité, balance entre ces deux options stratégiques. Et, ces jours-ci, semble davantage pencher pour la première.

Alors que cette sortie remarquée met en lumière les doutes et impatiences d'une partie d'une majorité que l'on pressent plus frondeuse que par le passé, l'Elysée a décidé de ne pas durcir le ton. « Que les députés expriment des attentes n'est pas choquant, estime un collaborateur du président. Il est

normal qu'ils débattent et posent des actes. Le groupe parlementaire n'est pas seulement "l'output" de la réforme, mais aussi une force qui demande à ce qu'il y ait des réformes. Il faut entendre les impatiences. » Ce conseiller en convient aisément : « C'est sûr que nous ne sommes pas en 1981... » Une ère où personne, dans les rangs des parlementaires socialistes, ne pipait mot. Celle-ci est bel et bien révolue.

A cela, plusieurs raisons. Le flottement à la tête du parti, sur fond de succession Rue de Solferino, qui occasionne du jeu dans les rangs du groupe PS. Le délitement des chapelles et courants socialistes, qui structuraient le débat au sein du groupe. Enfin, et surtout, la jeunesse et la fougue d'une par-

tie des nouveaux entrants au Palais-Bourbon, soucieux de se faire remarquer individuellement et de peser collectivement sur la suite des opérations.

« Expression et débat »

Ce contexte nécessite une gestion fine. « C'est une génération qui ne sera jamais une majorité coup de sifflet, pronostique le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. Ils n'accepteront la discipline qu'à condition de pouvoir s'exprimer. » A deux reprises, avant l'été et la semaine passée, M. Bartolone a ainsi convié à dîner quelques dizaines de ces jeunes parlementaires PS à l'Hôtel de Lassay pour prendre leur pouls. « Il faut multiplier les lieux d'expres-

sion et de débat, leur permettre de participer à l'élaboration de l'avenir, montrer qu'ils peuvent s'exprimer », poursuit-il.

La cuvée 2012 des députés socialistes s'avérera-t-elle plus turbulente que par le passé ? « Il est beaucoup trop tôt pour parler d'insatisfaction, mais il y a une impatience légitime, estime Axelle Lemaire, députée des Français de l'étranger. Nous sommes fidèles à la conception parlementaire de la gauche, qui ne voit pas seulement le Parlement comme un lieu de mise en œuvre des projets du gouvernement. » Diagnostic partagé par son collègue de l'Essonne, Jérôme Guedj : « Nous avons un groupe nombreux, avec de nouveaux députés qui ne sont pas dans les codes et qui

sont encore dans le prolongement de la campagne présidentielle et législative. Ils ont tous été élus sur les 60 engagements de François Hollande et sur l'argument : on va le faire. Ils vont être les gardiens du temple des engagements. » Aider le président à tenir ses promesses, en somme, y compris malgré lui...

Après avoir cédé à la tentation de l'autorité, en particulier sur la question du vote du traité européen sur laquelle le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, s'était initialement montré intransigent, voilà l'exécutif ramené à de plus coulantes dispositions. Un député confirme : « C'est moins péremptoire et comminatoire. Ça ne donne pas une impression d'ingérence excessive. »

A l'Elysée, on se montre tolé-

rant : « On ne peut pas dire qu'on va respecter notre majorité et le débat parlementaire et dans le même temps cadencier et lancer des oukases. » Noble position de principe. Qui, dans la pratique, pourrait s'avérer difficile à tenir. « Le problème, c'est que le président semble avoir accepté ces expressions diffuses. L'idée de liberté de vote a été instituée », déplore un des dirigeants socialistes à l'Assemblée, aux yeux duquel le vote sur le traité européen ne saurait souffrir la moindre voix discordante : « Il ne peut pas y avoir, sur un texte comme celui-là, d'écart dans le groupe PS. Voter contre le seul président de gauche d'Europe, ça n'est pas possible. » La tolérance a ses limites. ■

DAVID REVAULT D'ALLONNES

Karine Berger, une jeune économiste en pleine ascension au sein du PS

Portrait

La phrase, aussitôt prononcée, est accompagnée d'un petit rire nerveux. « C'est vrai qu'en ce moment, je ne me fais pas que des amis au PS, certains même ne m'adressent plus la parole... » En passionnée d'aviation, Karine Berger sait qu'elle a le vent dans le dos, quitte à provoquer des bourrasques. En quelques mois, la jeune femme d'à peine 40 ans a connu une ascension remarquable au sein de la nouvelle majorité socialiste réunie les 19 et 20 septembre à Dijon pour ses journées parlementaires. Durant la campagne présidentielle, François Hollande avait fait de cette économiste, à la notoriété jusqu'alors cantonnée aux cercles financiers, sa conseillère économique et fiscale.

Avec Emmanuel Macron, l'actuel secrétaire général adjoint de l'Elysée, elle s'était transformée en VRP du programme du candidat « normal » auprès des détenteurs étrangers de la dette française. Elue dans la foulée députée des Hautes-Alpes, la femme de l'ombre aux faux airs d'Ingrid Betancourt est aussitôt devenue une des voix les plus exposées de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

À l'issue du congrès socialiste de Toulouse prévu fin octobre, cette militante encartée depuis 2000, propulsée secrétaire nationale à l'économie en juillet, sera une des nouvelles figures du PS. Martine Aubry et Jean-Marc Ayrault l'ont choisie pour être l'une des porte-parole du parti aux côtés d'Harlem Désir. Politiquement, elle se situe dans l'axe central du parti. Certains de ses amis la voient ministre. A Bercy, de préférence. Elle pré-



Karine Berger (au centre), avec des habitants de Saint-Julien-en-Beauchêne (Hautes-Alpes), le 17 septembre. FRANCE KEYSER/MYOP POUR « LE MONDE »

fer en rire, jugeant l'idée « ridicule ». « Je ne pèse rien aujourd'hui dans le rapport de forces politique pour que François Hollande ait besoin de moi », explique-t-elle, reconnaissant en creux avoir tout de même étudié le scénario. Si elle revendique à la fois une « grande naïveté » dans la joute politique et une « ambition assumée », cette fille de professeurs, parrainée par Arnaud Montebourg puis Pierre Moscovici, est consciente de ses atouts. « Je suis une des rares élues

à pouvoir techniquement défendre la politique économique du gouvernement et, comme proche de "Mosco", je bénéficie des nouveaux équilibres au sein du parti. En plus, j'ai 39 ans et je suis une femme », liste-t-elle sans hésiter.

« Sur le terrain »

Surdiplômée – Polytechnique, Ensaë, Sciences Po –, Karine Berger aurait pu, comme plusieurs de ses camarades de l'époque, « aller faire du fric dans le privé ». Malgré trois

ans passés dans l'assurance-crédit, de 2008 à 2011, elle a préféré « être élue pour pouvoir changer les choses », certaine qu'avec la crise « le vrai pouvoir est redevenu politique, pas économique ». Et la jeune députée s'en donne les moyens.

L'ancienne économiste qui prédisait la croissance, d'abord au ministère du budget, puis à l'Insee, a brutalement quitté le monde abstrait des algorithmes pour la vie concrète d'un territoire rural vieillissant et en proie au désenga-

gement des services publics : « Sur le terrain, tous les gens que je croise sont traumatisés par la dette. Ils pensent qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses et que donc, tout est foutu, l'école, la santé, le logement... C'est la première fois de ma vie que je vois un sujet macroéconomique devenir un sujet politique. »

Quatre jours par semaine, cette enfant de la crise, née à Limoges en 1973, enchaîne les rendez-vous dans sa circonscription pour « porter une parole pédagogique », écou-

ter les doléances de chacun et tenter de trouver des solutions. Comme ce lundi 17 septembre où elle se déplace auprès de maires de petites communes, d'associations et d'entrepreneurs du département inquiets pour le maintien ou le développement de leurs activités. Très loin du discours clientéliste, Karine Berger vante le futur projet d'intercommunalité aux premiers et promet aux seconds de contacter « en direct » les ministères concernés. En sachant parfaitement que les temps budgétaires ne lui permettent pas de faire des miracles. Une gageure pour celle qui, en 2011, plaquait dans un essai antisinistrose – *Les Trente Glorieuses sont devant nous* (coécrit avec Valérie Rabault, Rue Fromentin Editions, 2011) – pour la relance par l'investissement public.

« Sa rigueur scientifique économique va se confronter à la réalité des arbitrages politiques qui n'iront pas toujours dans son sens », prédit son ami Jean-Marc Daniel, économiste à l'Institut de l'entreprise. Un défi qu'elle est prête à relever, assumant jusqu'à « froisser » l'Elysée en signant dans *Le Monde* l'appel de 75 députés PS pour le droit de vote des étrangers aux élections locales. Malgré Pierre Mendès France en modèle – « pas très original », reconnaît-elle – pour « son discours de vérité économique » et son « efficacité politique », elle sait qu'elle devra s'adapter. « Pour l'instant, elle est Mendès, mais attention qu'avec le temps elle ne devienne pas Mitterrand ! », la met en garde M. Daniel. Touché : la députée a déjà hérité à l'Assemblée du siège occupé par l'ancien chef de l'Etat. ■

BASTIEN BONNEFOUS

Lire aussi la tribune de la députée page 19

WHOOP! GOLDBERG & STAGE ENTERTAINMENT PRÉSENTENT



“ LE 20 SEPTEMBRE SUR EUROPE 1, INSTALLEZ-VOUS AUX PREMIÈRES LOGES DE SISTER ACT ”

ÉMISSION SPÉCIALE DÈS 20H EN DIRECT DU THÉÂTRE MOGADOR PRÉSENTÉE PAR BÉRENGÈRE BONTE ET NIKOS ALIAGAS

« Sister Act » au Théâtre Mogador, à partir du 20 septembre.



www.europe1.fr